

# DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

## ACTION SOCIALE

Tél. 04 50 88 49 12 ou 04 50 88 67 53  
Courriel : subventionsas.cafannecy@caf.cnafmail.fr

Date de la demande : .....

Pour (description de l'équipement concerné) : .....

Adresse : .....

Nature de l'opération (cocher la case correspondante) :

- Acquisition de terrain
- Acquisition d'immeuble
- Construction
- Extension
- Travaux importants d'aménagement
- Acquisition ou renouvellement de matériel et/ou de mobilier

### IDENTITE DU DEMANDEUR

Nom : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

Responsable : .....

Personne en charge du suivi du dossier : .....

Téléphone : ..... Adresse courriel : .....

### IDENTITE DU GESTIONNAIRE

Nom : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

Responsable : .....

#### Destinataire habilité à recevoir la participation financière de la Caf :

Nom .....

Qualité : .....

Adresse .....

Identité bancaire ou postale : .....

**Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal**

- Coût global de l'opération \* —————> ..... €  HT  TTC

- Aide sollicitée de la Caf —————> ..... €

\* **ATTENTION** : En cas d'assujettissement à la Tva du promoteur (autrement dit de récupération de la Tva sur les investissements), le montant indiqué doit être hors taxes.



Service action sociale  
21 avenue de Genève  
CS 89027  
74987 Annecy Cedex 9  
www.caf.fr





**15 – Accueil des enfants en situation de handicap au sein de votre structure** : quelles modalités d'accueil sont prévues (formation, qualification du personnel, professionnel dédié) ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## **2 - RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES**

✓ Indiquer :

- ♦ Dans le cadre d'une opération de rénovation :
  - nombre de m<sup>2</sup> aménagés : ..... m<sup>2</sup>
  - nombre de m<sup>2</sup> construits (si extension) : ..... m<sup>2</sup>
  
- ♦ Dans le cadre d'une construction :
  - nombre de m<sup>2</sup> construits : ..... m<sup>2</sup>
  
- ♦ Date de démarrage des travaux : .....
  
- ♦ Date prévue pour la fin des travaux : .....
  
- ♦ Rythme prévu pour la réalisation : .....

### **3 - RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**

#### **31 - Coût global de l'opération :**

<b>Foncier :</b> .....	€
<i>Achat de terrain, achat d'immeuble, frais de notaire rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement</i>	
<b>Gros œuvre :</b> .....	€
<i>Construction, extension, fondations spéciales, terrassement, voirie et réseaux divers (Vrd) (branchements eaux, électricité, gaz, téléphone), ravalement, étanchéité, aire de stationnement, dallages, démolition, couverture, charpente, menuiseries extérieures (fenêtres), volets, Energie : photovoltaïque, domotique, récupérateur d'eau</i>	
<b>Travaux relevant de la sécurité :</b> .....	€
<i>Normes relatives aux établissements recevant du public : Erp, réglementation relative aux établissements d'accueil du jeune enfant</i>	
<b>Aménagement intérieur :</b> .....	€
<i>Menuiseries intérieures (portes), cloisons, doublages, revêtements de sol, carrelages/faïences, peintures, électricité (courants forts et courants faibles), plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, serrurerie, téléphonie, sécurité incendie, signalisation, ascenseurs, baie informatique</i>	
<b>Installation de cuisines, des locaux de stockage pour les couches ou la fourniture des repas :</b> .....	€
<b>Equipement matériel et mobilier :</b> .....	€
<b>Logiciel de gestion ou système automatisé de comptage des présences :</b> .....	€
<b>Honoraires et frais administratifs :</b> .....	€
<i>Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), aide à maîtrise d'ouvrage, géomètre, mission Csp (sécurité), bureau de contrôle, études, études de sol, frais bancaires, toutes assurances</i>	
<b>Autres (à préciser) :</b> .....	€
Total HT .....	€
Total TTC .....	€

**32 - Plan de financement :**

- Aide sollicitée de la Caisse d'allocations familiales . : ..... € soit ..... %
  - Etat ..... : ..... € soit ..... %
  - Collectivité régionale ..... : ..... € soit ..... %
  - Collectivité locale (*préciser*) ..... : ..... € soit ..... %
  - Apport propre ..... : ..... € soit ..... %
  - ..... : ..... € soit ..... %
- TOTAL HT ..... : ..... €
- TOTAL TTC ..... : ..... €



**44 - Nombre d'utilisateurs concernés :** .....

Catégories de bénéficiaires (enfants, adolescents, familles, etc.)

.....  
.....  
.....  
.....

**45 - Périodes de fonctionnement :**

Dates : .....

Horaires : .....

**46 - Liste du personnel employé :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**47 - Tarifs :**

.....  
.....  
.....  
.....

- Prestation de service ordinaire (Pso)
- Prestation de service unique (Psu)
- Complément mode de garde (Cmg)

Dans le cadre d'un établissement d'accueil du jeune enfant, le signataire s'engage à accueillir les enfants handicapés sollicitant un mode de garde.

Le signataire atteste de l'exactitude des informations ci-dessus. Il note que la subvention éventuellement accordée sera payée au vu de factures acquittées, et éventuellement proratisée si le montant des factures est inférieur à celui de la demande.

Date : .....

Signature et cachet

## PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

- Statuts du promoteur et du gestionnaire
- Attestation sur l'honneur (datée et signée) du promoteur de son assujettissement ou non à la Tva.
- Liste des membres du Conseil d'administration du promoteur et du gestionnaire
- En cas de projet fonctionnant en intercommunalité, délibération des instances compétentes, autorisant l'aide au fonctionnement.
- Courrier du Maire ou du Président de l'Epci (ayant la compétence petite enfance) autorisant l'implantation de votre équipement.
- Relevé d'identité bancaire ou postal
- Etude d'opportunité éventuelle
- Plans
- Devis estimatifs
- Correspondances relatives aux décisions des financeurs (Etat, collectivités locales, etc...)
- Compte d'exploitation et rapport d'activité de l'établissement
- Budget prévisionnel daté de l'établissement, activité prévisionnelle et effectif (Nombre d'Etp, qualification)
- Règlement de fonctionnement et projet socio-éducatif
- Dernier procès-verbal de l'Assemblée générale pour les associations